cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 133 – VENDREDI 17 FÉVRIER 2012

Régime sec pour la société ou fin de régime pour Sarkozy ?

Nicolas Sarkozy a placé sa déclaration de candidature, sur TF1 bien sûr, sous le signe de la « France forte » et sous les auspices des « grands arbitrages » à effectuer directement par le peuple.

Nabotléon est d'ores et déjà déchu d'une quelconque crédibilité sur toutes les questions essentielles ? La seule solution est la fuite en avant pour conjurer son destin : pour que le peuple ne le dégage pas, il enjoint aux Français de « comprendre que si la France est forte, ils seront protégés ». En fait, il peut craindre que le peuple n'ait plus du tout envie de comprendre, ou qu'il l'ait tellement bien compris qu'il le hait.

Prompt à manier la pédagogie pour que le peuple soutienne l'absolue nécessité de continuer à lui confier le petit bouton rouge, le Président directeur général de la France n'en a pas pour autant annoncé la tenue d'un référendum sur le nouveau traité européen. Dommage, il aurait été piquant de l'entendre expliquer comment les recettes qui ont échoué depuis des années pourraient maintenant résoudre les problèmes. Plutôt que demander aux citoyens un « grand arbitrage » sur ce sujet, le chef de cuisine de l'UMP préfère patauger dans la marmite d'une consultation antisociale (sur les obligations des chômeurs), en dénonçant « l'assistanat ».

Malheureusement, François Hollande envisage lui aussi une ratification parlementaire du traité, qu'il prévoit d'avoir préalablement renégocié pour lui adjoindre un volet « croissance et emploi ». Lui seul veut (faire) croire qu'il obtiendra des résultats, tandis que ses conseillers et amis expliquent qu'il ne faut pas se faire d'illusions.

Nous voilà donc, avec le Front de gauche et Jean-Luc Mélenchon, à demander un référendum pour que le peuple décide. Pourvu que cette exigence s'empare des masses, comme disaient les communistes du temps où ils existaient (1) !

Prenons garde, maintenant, à ne pas considérer que le jeu de la présidentielle et - ne l'oublions pas ! - des législatives serait déjà fait. Coups tordus, démagogie, sursaut droitier… nul doute que Sarkozy-casse-toi-pauvre-con utilisera tous les stratagèmes pour se maintenir au pouvoir ou, sinon, pour limiter la casse à droite et savonner la planche pour les suivants.

Jusqu'au bout, notre problème est de donner du sens à notre « Sarkozy dégage ! » : le sens d'une exigence d'égalité sans laquelle une victoire de la gauche aurait le goût d'un plat raté (avant l'indigestion habituelle des lendemains qui déchantent).

● **Gilles Alfonsi**

(1) Les communistes existent-ils ? Le candidat socialiste a beaucoup hésité sur ce sujet cette semaine. Il semble finalement que les communistes existent. Les lecteurs de Cerises, eux, le savaient déjà !

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Après les retraites, Sarko veut mettre à mal l'assurance-chômage : de quoi plaire à la City et la Buba réunies ! ●

AGENDA MILITANT

➔ **28 février**
Rennes Meeting Front de gauche

➔ **6 mars**
Paris Les républicains de la communauté des biens : Morelly, Mably et Babeuf

➔ **7 mars**
Paris Fédération, fédéralisme et commun

➔ **9 mars**
Ivry/Seine Chansons intimes et planétaires, histoires d'amour et d'humanité

À LIRE SUR communistesunitaires. net

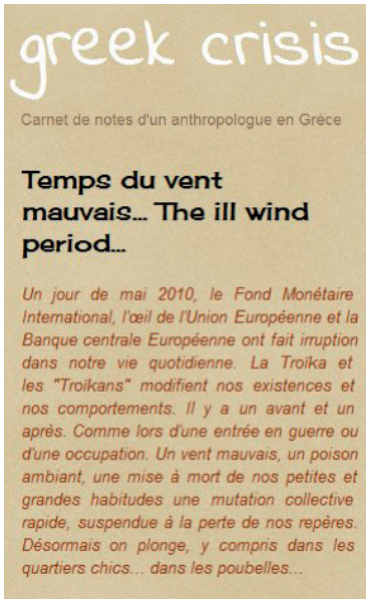
➔ **Gauche anticapitaliste**
L'unité oui, mais aussi étayer un socle idéologique commun.

➔ **Monde**
Contre la dictature des néolibéraux, solidarité avec le peuple grec

GRÈCE : LABORATOIRE DES NÉOLIBÉRAUX CONTRE LES PEUPLES

Depuis deux ans, les grèves et les manifestations se succèdent en Grèce contre les saignées imposées hors contrôle démocratique et à la matraque. La lutte prend des formes diverses : du refus de payer des impôts nouveaux à l'auto-gestion d'entreprises (journal, hôpital) et même un syndicat de policiers qui se démarque du pouvoir (1). Ce qui est en jeu, en Grèce, c'est un modèle que les néolibéraux de tout poil veulent partout transposer en Europe. Solidarité avec le peuple grec !!!

Grèce : les banksters à la manoeuvre


greek crisis

Carnet de notes d'un anthropologue en Grèce

Temps du vent mauvais... The ill wind period...

Un jour de mai 2010, le Fond Monétaire International, l'œil de l'Union Européenne et la Banque centrale Européenne ont fait irruption dans notre vie quotidienne. La Troïka et les "Troïkans" modifient nos existences et nos comportements. Il y a un avant et un après. Comme lors d'une entrée en guerre ou d'une occupation. Un vent mauvais, un poison ambiant, une mise à mort de nos petites et grandes habitudes une mutation collective rapide, suspendue à la perte de nos repères. Désormais on plonge, y compris dans les quartiers chics... dans les poubelles...

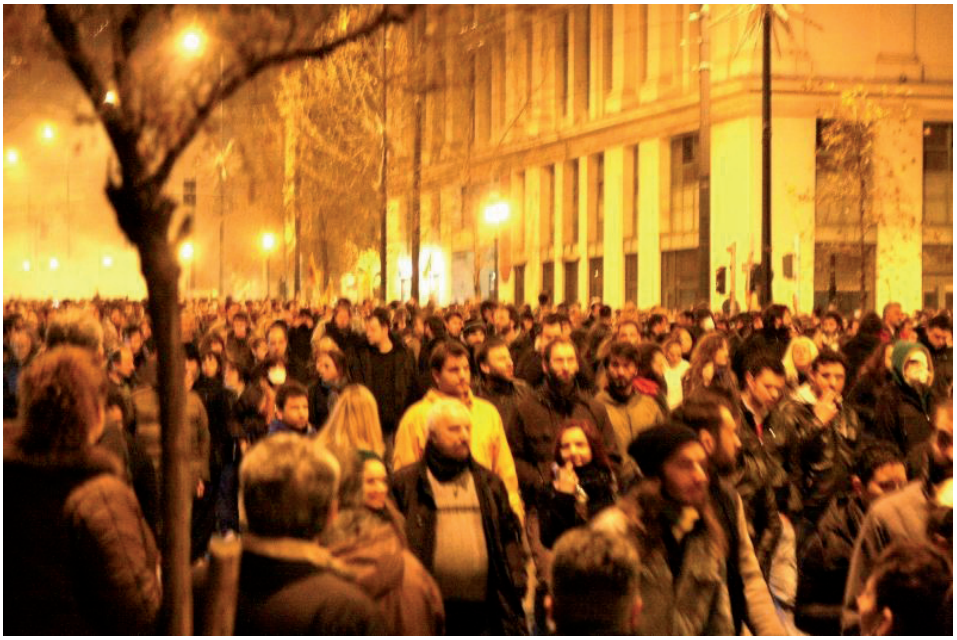
Sur le blog de Panagiotis Grigoriou : http://greekcrisisnow.blogspot.com/

Pour mémoire, durant la décennie 2000-2009, la Grèce a emprunté la somme globale de 486 milliards d'euros. Pour la même période, elle a payé, au titre du remboursement de la dette publique, la somme de 450 milliards. Le 4 octobre 2009, Georges PAPANDREOU ramenait le PASOK au pouvoir après avoir mené campagne sur les slogans suivant : « *de l'argent il y en a* », « *nous sommes prêts pour la croissance verte, les nouvelles technologies et l'écologie* », « *finissons-en avec la dictature des marchés* », « *prenons des mesures pour réconforter les citoyens les plus fragiles, surtout ceux qui ont emprunté de l'argent et doivent faire face à la crise* », « *faisons de la Grèce, le Danemark du Sud* ». Le 22 octobre 2009, l'agence de notation FITCH dégrade la note de la Grèce de A à A -.

Petite histoire d'un putsch

Dans le documentaire *Un an avec DSK – Au cœur du FMI* (Canal + en mars 2011), l'honorable directeur général du FMI en personne avouait que le premier ministre grec fraîchement élu avait - ●●●

(1) Voir les documents en ligne sur www.communistesunitaires.net, Rubrique "Monde"



●●● discrètement - contacté le FMI fin 2009 : « *Les Grecs eux souhaitaient une intervention du FMI même si PAPANDRÉOU pour des raisons politiques n'affirmait pas ça* »
Fin janvier 2010, au Forum économique de DAVOS, Georges PAPANDRÉOU est invité à prendre des mesures d'austérité. La Grèce "accepte" le mécanisme dit officiellement "de soutien économique", institué par le Fond monétaire international, l'Union européenne et la Banque centrale européenne, mécanisme alors connu depuis, sous le nom de "TROÏKA". Ses contrôleurs sont en route pour Athènes fin avril 2010 ; ce qui n'empêchera pas l'agence de notation STANDARD & POOR'S de dégrader la note de la Grèce de 3 B+ à 2 B+.
La Troïka et le gouvernement grec ont alors signé trois documents liés, le Traité du Nouveau Prêt, l'accord avec le FMI et un Mémorandum, une feuille de route obligatoire sur les mesures à prendre. Jamais le gouvernement grec n'a osé faire valider ce traité devant le Parlement. Seul, le Mémorandum a été approuvé au Vouli, le Parlement grec, le 6 mai 2010, au mépris de la Constitution.
Les contrôles mensuels des émissaires de la Troïka ont conduit à de nombreuses mesures d'austérité complémentaires sans donner entière satisfaction aux marchés financiers.
La phase suivante du putsch fut la mise en place de la gouvernance directe par le banquier PAPADEMOS, début novembre 2011, suite au refus du projet de référendum par les pays les plus puissants des "libéraux".
Composé du PS grec, de la droite et de l'extrême droite, ce gouvernement avait comme seule mission de parapher le Mémorandum II, autrement dit le nouvel accord avec la Troïka et préparer les élections législatives prévues pour février 2012 puis retardées au mois d'avril.

Merkozy : « *Les Grecs doivent faire des efforts* »
Les Grecs ont déjà subi en 2010 : une baisse de 25% des salaires dans la fonction publique et de 10% des retraites, la hausse des taxes, la création d'un nouvel impôt prélevé par la compagnie de distribution de l'électricité, la suppression d'organismes publics. Les règles concernant les retraites ne cessent de changer depuis 2010. Le plan approuvé dimanche porte sur 3,2 milliards d'euros pour 2012.
Le texte du Mémorandum est rédigé comme un traité de capitulation avec mise en place d'un gouvernorat de la Troïka. Ses principales mesures :

• Diminution du SMIC de 22%, à savoir 480 € par mois net ;
• Pour les jeunes de 18-25 ans, la réduction s'élève à -32% soit environ 430 € ;
• Le minimum-retraite chute de 503 à 392 € ;
• L'allocation de chômage est ramenée à 359 € de 461€ actuellement, et pour une seule année ;
• Ces réductions seront rétroactives au 1er de janvier 2012 ;
• Abolition des conventions collectives, remplacées par des conventions ●●●

individuelles au niveau de l'entreprise ;
• Suppression de 150 000 postes de fonctionnaires lors de 2012-2015.

Selon ce mémorandum de 49 pages, dit "Mémorandum II", la Grèce doit réaliser notamment des réductions de dépenses d'un milliard d'euros dans le secteur de la santé et de 300 millions d'euros pour la défense, tandis qu'une baisse des dépenses du gouvernement et des frais liés aux élections devrait permettre d'économiser 270 millions. Le document précise que le gouvernement doit aussi réduire de 400 millions d'euros le budget alloué aux investissements publics. En outre, la Grèce doit trouver pour 325 millions d'euros d'économies supplémentaires pour remplir ses objectifs de désendettement. L'État grec doit également vendre les parts qu'il détient dans des entreprises publiques à l'exception des "infrastructures de réseau essentielles".
L'Union européenne exige un engagement écrit des principaux partis grecs à mettre en œuvre les réformes et l'austérité demandées par la troïka quel que soit le résultat des prochaines élections législatives. C'est le traité MES (Mécanisme européen de stabilité) avant la lettre, un putsch contre la démocratie pour inventer un nouvel ordre social, économique et politique en Europe. Les Grecs se souviennent avec amertume que Solon, considéré comme le père de la démocratie athénienne prit pour première mesure l'annulation des dettes des paysans pauvres. Ils se battent, nous leur devons notre soutien.

● **Gilles Boitte**

Naomi KLEIN : « *La Grèce est considérée comme une nation peuplée d'enfants à qui il faut retirer des mains les clés de la voiture.* »

Après *Debtocracy*, Aris Chatzistefanou et Katerina Kitidi mettent la dernière main à un nouveau documentaire, *Catastroïka*, avec l'intervention de Naomi Klein (1). Extraits.

« Ce qui se passe actuellement en Grèce, ressemble en quelque sorte à ce qui s'est passé en Corée du sud durant la crise asiatique, dans le sens où il y a eu cette guerre évidente avec la démocratie. La Corée du sud était en pleine période électorale quand le FMI a obligé tous les candidats à la présidence à signer l'accord passé avec le FMI. En réalité le FMI a annulé le sens même des élections. Et peu importe le résultat des élections, l'accord reste inchangé parce qu' ils redoutaient que celui qui négocie avec le FMI n'aura pas une grande influence politique pour imposer l'accord et perdra les élections.
C'est le moment ou le masque tombe complètement et où le système des marchés est en guerre avec la démocratie. Les projets du néolibéralisme sont de discréditer la démocratie et de faire en sorte que les élections deviennent une course au candidat le plus populaire. Les marchés veulent de la sécurité. La sécurité que les élections n'amènent aucun changement au statu quo des affaires. Et il y a beaucoup de mécanismes pour assurer ce statu quo. La soi-disant indépendance de la banque centrale est un de ces mécanismes avec lequel ils disent : "les hommes politiques ne peuvent pas toucher à nos jouets".
Dans La Stratégie du Choc *je raconte que c'est ce qui s'est passé au Chili durant la période transitoire vers la démocratie. La fin de la dictature de Pinochet est survenue comme le* ●●●

(1) Naomi KLEIN est l'auteur de : *La Stratégie du choc : La montée d'un capitalisme du désastre* (Actes Sud, 2008). *Catastroïka* : http://www.catastroika.com/

●●● *régime Pinochet l'a voulue. C'était une transition contrôlée. Les "Chicago boys" (groupe d'économistes qui ont travaillé avec Pinochet) disaient ouvertement qu'ils allaient réinventer le sens, la définition de la démocratie, vers une démocratie technocratique.*
Dans la réalité il s'agit d'une démocratie où l'économie est hors d'atteinte des politiques. Ils ont utilisé des mécanismes constitutionnels, de sorte que tout changement des règles du jeu économique devienne impossible ou illégal. Les programmes de restructuration sont une des manières d'atteindre leurs buts. Les accords du libre échange en est une autre.
Il y a plusieurs manières de raconter l'histoire du néolibéralisme, comme l'histoire du "comment lier les mains de la démocratie", de sorte qu'elle ne puisse pas inciter le pouvoir à changer l'économie. »

● Dossier établi par **Gilles Boitte**

*** « *Grèce : Les plans de rigueur empilés n'ont plus aucun sens* »**
Sous ce titre, la banque NATIXIS publiait dans le numéro 130 de *Recherche économique* (14 février 2012) un constat sans appel :

« *Les Européens, le FMI, la BCE demandent sans cesse à la Grèce de prendre des mesures de politique budgétaire restrictive, avec la fiction que la Grèce peut rétablir sa solvabilité ; de réduire le coût du travail (le salaire minimum).*
Mais nous pensons que la Grèce se situe maintenant "dans la partie droite de la courbe de Laffer", ce qui signifie qu'une politique budgétaire plus restrictive accroît le déficit public, les effets négatifs d'offre l'emportant ; que le problème n'est pas un problème de coût du travail (qui est bas même en tenant compte de la productivité) mais d'effondrement de l'économie avec l'effondrement de la demande.
La seule solution raisonnable et coopérative serait d'annuler l'essentiel de la dette publique, ce qui rétablirait presque la solvabilité budgétaire et extérieure de la Grèce ; d'aider la Grèce à reconstruire son économie, à attirer des entreprises et des emplois. »

*** Les impôts en Grèce**
En Grèce, la répartition des impôts entre taxes indirectes et impôts directs est l'inverse du reste de l'Europe. Tout comme les taxes indirectes dont le poids relatif est toujours défavorable aux classes populaires, le poids de l'impôt sur le revenu repose sur les épaules des salariés et des retraités.

France		Allemagne		Italie		Grèce	
55,3	44,7	53,7	46,3	54,8	45,2	44	56

Données OCDE, 2008 sur impôts 2006

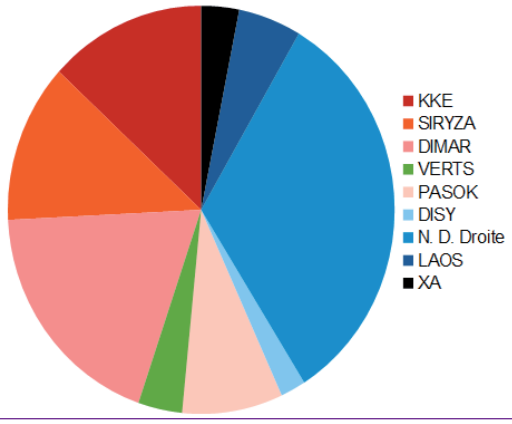
Selon un bulletin de la Banque de Grèce publié en 2011, pour l'année 2009 :
• la contribution des salariés et retraités s'est établie à 53% du montant total des impôts directs (personnes physiques et morales réunies) ;
• les commerçants, industriels et fabricants ont vu leur contribution s'élever à 7% ;
• les personnes morales n'ont participé qu'à hauteur de 31%.

*** Et si on parlait de la dette allemande envers la Grèce ?**
L'armée nazie occupe la Grèce en 1941. Hitler oblige le pays à participer à "l'effort de guerre" et emprunte de force à la banque centrale grecque la somme de 476 millions de Reichsmarks. Cela correspond environ à 10 milliards d'euros. Avec un taux d'intérêt de 3% sur 71 ans, le montant de la dette allemande pourrait aujourd'hui s'élever à plus de 80 milliards d'euros...

*** Un bon client pour les industries de guerre**
Avec une population de 11,3 millions d'habitants, l'armée grecque compte 178 000 hommes. Un rapport de l'OTAN montre qu'entre 2005 et 2009, la Grèce a vu ses dépenses d'armement grimper d'un tiers. Elle a d'ailleurs longtemps occupé la 4ème place des importateurs d'armes dans le monde. En 2009, les dépenses d'armement représentaient environ 6 milliards d'euros. De quoi acheter : des avions de combat américains, des Mirages 2000, six sous-marins allemands, plus de 200 chars Léopard...

*** La préparation des élections d'avril 2012**
La situation est inédite avec l'effondrement du PASOK qui est crédité de 8% des intentions de votes (-36%!).
Et un score possible de plus de 40 % pour les forces de gauche :
• Coalition de la gauche radicale, SIRYZA,
• Parti communiste grec, KKE,
• et DIMAR (Gauche démocrate), constituée d'anciens membres de SYNASPISMOS et qui, aux municipales ont oscillé entre le PASOK, les Verts et SYRIZA.

KKE	SIRYZA	DIMAR	VERTS	PASOK	DISY	N. D. Droite	LAOS	XA	Indécis
12,50%	12,00%	18,00%	3,50%	8,00%	2,00%	31,00%	5,00%	3,00%	5,00%
42,50%									



Une gauche à la hauteur

La situation se décante, de façon intéressante. La droite, si l'on en juge par la vague des sondages, est majoritaire, mais elle est divisée ; elle se radicalise, mais on la dit potentiellement battue. La gauche va mieux, on la donne de plus en plus gagnante ; mais elle reste minoritaire au premier tour. La gauche ? Forte et fragile à la fois.

Cette situation a un avantage : elle permet de poser, en grand, la question de "l'utilité". Qu'est-ce qui est utile ? Ce qui consolide la force et ce qui fait reculer les faiblesses. Ce qui est utile, désormais, c'est ce qui permet à la gauche d'aller vers une franche majorité ; et c'est ce qui lui permet, une fois victorieuse, de mener à bien une politique de changement, sans risquer de nouvelles et meurtrières nouvelles désillusions. L'utilité, en fait, se mesure à trois questions.

Si la gauche veut être majoritaire, il ne faut pas qu'elle vise à détourner à la marge les électeurs du centre et de la droite. L'expérience des dernières semaines le montre : quand la gauche se tourne vers sa gauche, elle crée de la dynamique et elle progresse. S'il faut aller dans une direction, c'est bien celle-là aujourd'hui. Pour cela, le plus utile est de voter pour un projet qui soit à la fois soucieux d'être bien à gauche et désireux de rassemblement de toute la gauche. Cet équilibre est difficile ? C'est du côté de Jean-Luc Mélenchon et des candidats législatifs du Front de gauche qu'il est le mieux assuré.

Si la gauche veut être majoritaire, elle ne doit pas viser la marge de celles et ceux qui sont déjà sûrs de leur choix. Elle doit chercher à convaincre la masse trop nombreuses des laissés-pour-compte, celles et ceux que la gauche a éloignés d'elle depuis quelques décennies. À ceux-là, il ne s'agit pas de promettre la lune, mais une politique claire : une politique sociale, autour du besoin d'égalité ; une politique démocratique ambitieuse, partant du constat simple que la France souffre de ce que trop de femmes et d'hommes parlent mais ne sont pas entendus, veulent mais ne décident jamais.

Enfin, pour que la gauche gagne et réussisse, il est temps de faire réfléchir massivement à une cruelle anomalie. Pour l'instant, quatre candidats sont estimés au-dessus des 10 % : trois sont à droite, un est à gauche. Cette situation n'est pas saine. À droite, le candidat de l'UMP est aiguillonné à la fois à par sa gauche et par sa droite. Pour l'instant, le PS est aiguillonné fortement du côté du centre ; il ne l'est pas encore assez du côté de sa gauche. L'enjeu est donc simple : pour que la gauche s'assure définitivement de son succès et qu'elle prépare les conditions de sa réussite ultérieure, il est impératif qu'elle soit mieux équilibrée.

Ne nous trompons pas d'adjectif, d'ici le mois d'avril : j'ai écrit « *équilibrée* », pas « *rééquilibrée* ». Ce que veut le Front de gauche, ce n'est pas un jeu de vases communicants à gauche : quand la droite est encore majoritaire au premier tour, et de loin, ce serait suicidaire. La gauche ne sera majoritaire que par la progression de toutes ses composantes sans exception : si l'on est fidèle à la logique de rassemblement dans la clarté qui est celle du Front de gauche, nous devons souhaiter cette progression, sans réticences. Mais nous pouvons, sereinement désormais, ajouter que la progression collective doit s'accompagner d'une seconde condition. Il est maintenant acquis que Jean-Luc Mélenchon est, dans cette élection cruciale, le seul porte-drapeau d'une gauche bien à gauche. Il est donc de l'intérêt de toute la gauche qu'il franchisse un nouveau seuil dans les semaines qui viennent.

Ce que l'on devrait, en France, considérer comme "normal", ce qu'en tout cas on doit considérer comme salutaire, c'est une gauche de gauche qui ne soit pas à un niveau inférieur à 15 %. Ce fut très longtemps le cas, dans le passé, et la gauche s'en est particulièrement bien portée. Pour la première fois depuis une décennie, un score à la hauteur est envisageable ; or, cette fois, il ne s'éparpillera pas sur une myriade de candidatures, mais se cristallisera dans l'urne sur le nom de Jean-Luc Mélenchon. Le score de la gauche de gauche sera le sien. L'enjeu aujourd'hui n'est donc pas de subtiliser au PS ses électeurs : il est de mobiliser ces millions d'individus appartenant aux classes populaires qui, au fil des ans, se sont sentis floués par une gauche dans laquelle ils ne se reconnaissaient pas, soit parce qu'elle n'était pas assez à gauche, soit parce qu'elle était divisée. Aujourd'hui, il existe une offre politique bien à gauche et une offre déjà rassemblée.

C'est une chance ; ce serait gaspillage, à gauche, que de ne pas la saisir.

● **Roger Martelli**

Politique culturelle : prenons le pouvoir !

La question artistique semble absente de la campagne électorale ou du moins elle ne semble pas faire débat à gauche, et pourtant...

A Nantes, François Hollande, devant un public de professionnels (venus, semble-t-i,l entendre le "prochain" président...) a eu des mots très durs sur la politique culturelle de l'actuel occupant de l'Elysée en dénonçant, notamment, la RGPP et les coupes budgétaires. Quelques "envolées" plus loin, il précisait que la question n'était pas « *uniquement* » budgétaire et qu'il souhaitait « *sanctuariser* » le budget de la culture (en clair ne pas l'augmenter.).

Il est temps d'enflammer ce débat et d'en faire un enjeu politique. Les fractures qui traversent notre société, la montée des racismes, des peurs, les tensions multiples appellent une mobilisation populaire en faveur d'une vie digne où le partage et le respect mutuel s'appuient sur une vie culturelle riche. Pour ne pas se tromper d'ennemi, il faut apprendre le monde. Pour lutter pour plus de liberté d'actions, dans l'entreprise comme dans la cité, il faut des projets d'éducation populaire sur tout le territoire. C'est un enjeu de civilisation.

The Lives © Jacqueline Ledoux

Deux propositions pour ouvrir le débat :

• D'abord il faut finir avec la main mise des sociétés de production sur les programmations artistiques. Dans le secteur théâtral et singulièrement dans le milieu musical, elle se comporte en prédatrice. La loi de l'offre et de la demande n'a aucune limite et rares sont les programmateurs qui osent tenir tête à ces vendeurs d'art d'un nouveau genre. Les prix de vente varient de 1 à 10 et plombent les budgets des salles de concerts et des collectivités. Les prix n'ont plus aucun rapport avec l'économie réelle du secteur. Cette hausse des prix (on parle de 130 000 euros pour un concert de Noah...) ne profite évidemment pas aux intermittents sur le plateau ou en coulisse mais à des têtes d'affiches aux salaires footballistiques et des sociétés de productions aux frais de communication budgétivores. Les grands perdants sont les artistes, les programmateurs, le public... Pour défendre une création vivifiée et vivifiante, il faut libérer des lignes budgétaires pour aider à la création. Pour démocratiser l'accès à la culture, il ne faut pas des marchandises dont la rareté n'a d'égal que leur aspect éphémère. Il faut des lieux culturels qui multiplient les rendez-vous, qui deviennent des lieux de vie où le public apprend à prendre des risques. Alors ? Qui osera remettre les sociétés de production et la loi de l'offre et de la demande à leur place ? Qui ?

• Autre sujet étrangement absent des différents programmes, il faut questionner la gouvernance des lieux culturels ! C'est un sujet d'une opacité sans nom et c'est un véritable tabou à gauche. Qui dirige les lieux culturels ? Qui tire les bilans et sur quels critères ? Tétanisés par la peur de restreindre la liberté de création, les élus des collectivités ne sont pas à l'aise avec ce genre de questions. Les équipements culturels, qu'ils soient associatifs ou gérés par des collectivités, sont pourtant financés par les impôts de tous. L'absence des artistes dans leur gestion est un symptôme de notre époque qui les considère comme des produits et non comme des acteurs potentiels d'une vie artistique largement diffusée au cœur de la société. De la même manière, les citoyens sont devenus des spectateurs/consommateurs et non des spect'acteurs (selon le bon mot de l'ami Lubat). Que risquent les salles de spectacles à faire entrer le public dans la vie quotidienne de leurs lieux ? Comment élargir le public en ne comptant que sur la communication et sans s'appuyer sur la force d'une mobilisation sociale ? De quelle appropriation parlons-nous quand tous les pouvoirs sont confisqués ? Évidemment le public ne peut pas tout faire, c'est pour cette raison qu'il y a une multitude de métiers dans la culture. Mais enfin, comment transformer la société par l'art sans leur faire une place dans la gestion des lieux culturels qui doivent devenir des lieux de vies, de débats, de rencontres tous azimuts ? Qui ouvrira le débat sur le partage du pouvoir dans les lieux culturels ? Qui ?

Prenons le pouvoir ? chiche !

● **Laurent Eyraud-Chaume**

Le doigt dans le clafoutis

Ici, Londres

Londres, une nuit de février. La chaleur d'un restaurant indien. Dehors, il neige sans façons. La neige étroite, serrée, implacable, pour toute la nuit. Hyde Park blanchit. La City spécule dans le brouillard. Il règne un silence de coton.

« *La pluie est contre-révolutionnaire* », disait Talleyrand. La neige est donc une copine. Ce soir, le ciel floconne et Trafalgar Square a toujours un air de victoire. Il y a un an, des quatre coins du pays, 500 000 Britanniques sont venus protester contre les mesures d'austérité frappant la Grande-Bretagne : gel des salaires des fonctionnaires, suppression de 300 000 emplois publics. La plus grande manifestation à Londres depuis une génération, selon les syndicats britanniques… et la police. Dans un journal, un manifestant s'exprimait : « *Je suis ici parce que le gouvernement nous fait payer pour réparer ce qu'on fait les banquiers. Il est en train de bâtir une société où les riches le sont encore plus et les faibles encore plus démunis.* »

Le matin. La neige. Et le camarade soleil. Le journal *The Guardian* a été glissé sous ma porte. Le candidat socialiste est interviewé. Il se rendra à Londres le 29 février. Honnêtement, avec François Hollande, on ne peut s'attendre à lire du Maurice Thorez, qui défendait en 1946 dans *The Times* les nationalisations, car « *portant atteinte à la toute-puissance des oligarchies financières* » et « *limitant les possibilités légales de l'exploitation de l'homme par l'homme.* »

The Guardian donc, 13 février 2011. De quoi François Hollande est-il le messager ? Apporte-t-il son soutien aux Britanniques qui n'en peuvent plus du libéralisme économique ? Propose-t-il que l'Europe s'attaque aux marchés financiers ? Niet. Après avoir indiqué qu'il n'y a plus de communistes en France, il déclare : « *La gauche a gouverné pendant quinze ans pendant lesquels elle a libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et à la privatisation* ». Et rassure : « *Il n'y a pas de crainte à avoir.* » Dehors, la neige s'est transformée en pluie.

Parler annulation de la dette grecque aurait été pourtant un plus. Car des banques françaises et anglaises ont acheté des dettes émises par l'État grec. Sous la pression politique, des prêteurs (BNP-Paribas, Société Générale…) ont renoncé à une partie de ces créances. Les titres de l'État grec ont ainsi été décotés de 21 % de leur valeur en juillet 2011, de 60 % lors du sommet d'octobre 2011. Hollande aurait pu déclarer : « *Annulons à 100 %.* »

Ici, Londres. *Voici déjà beau temps que François Hollande n'a plus coutume de résister à la pluie*. Je répète. *Voici déjà beau temps*…

● **Philippe Stierlin**

L'image de la semaine

Défendre la psychanalyse

A propos des initiatives actuelles contre la psychanalyse, un communiqué du Collectif des 39 contre la nuit sécuritaire.

Après avoir lancé sa proposition de loi « *visant à interdire la psychanalyse pour l'accompagnement des personnes autistes* », le député UMP Daniel Fasquelle continue sa croisade. Il vient de déclarer à l'AFP qu'il « *va saisir le Conseil national des universités afin que l'enseignement et la recherche sur les causes et les prises en charge de l'autisme ne fassent pas référence à la psychanalyse* ».

Ce député se fait donc le relai du puissant lobby de quelques associations pour interdire la psychanalyse et également la Psychothérapie institutionnelle. Certaines de ces associations se sont illustrées par la violence et la virulence de leurs attaques personnelles contre des praticiens pourtant reconnus.

Si des parents d'enfants autistes ont pu être malmenés, mal accueillis, maltraités par certains psychanalystes, il est tout à fait justifié qu'ils puissent faire entendre leur voix. De la même façon, les dérives sécuritaires comme les mises en chambre d'isolement abusives, les contentions punitives, et les "traitements de chocs" ne sont pas tolérables. Mais ce n'est pas une loi qui règlera les dérives des pratiques ou qui devrait décider des traitements à la place des praticiens.

Les familles et tous les citoyens doivent pouvoir garder le droit inaliénable d'une liberté de choix de leur praticien et de la façon dont ils souhaitent se soigner, en respectant la nécessaire pluralité des approches.

Au nom de quel pouvoir, de quel supposé savoir un député peut-il refuser aux personnes autistes d'avoir un inconscient comme tout être humain et donc de bénéficier de soins relationnels pluralistes dans leur inspiration?

De telles initiatives ne laissent pas d'interroger sur leurs buts. En effet, depuis quand une loi devrait-elle venir s'immiscer dans le débat scientifique ? Allons-nous accepter sans réagir des lois interdisant la liberté de pensée et de recherche ?

La psychanalyse est une méthode qui a fait ses preuves depuis plus d'un siècle et qui constitue un aspect crucial de la formation des praticiens. Bien au-delà elle fait aussi partie intégrante de la culture au même titre que les autres avancées du savoir humain.

Aurons-nous bientôt une loi interdisant le darwinisme et niant l'existence des dinosaures comme certains fondamentalistes chrétiens le prônent aux USA en menaçant les enseignants ? Depuis le nazisme qui avait interdit la psychanalyse comme science juive et pratiqué des autodafés des œuvres de Freud, seules des dictatures comme celle des colonels grecs avaient osé interdire cette part du savoir de l'humanité ! Ou encore le stalinisme qui, à la fin des années 40, avait interdit la psychanalyse en tant que « *science bourgeoise* ».

Tout récemment, à l'automne 2011,une psychanalyste syrienne, Rafah Nached a été emprisonnée par la dictature syrienne parce qu'elle animait des groupes de parole pour des personnes traumatisées par la répression.

Au-delà de la personne du député Fasquelle, qui vient de se discréditer irrémédiablement et dont nous exigeons la démission de la présidence du Groupe d'études sur l'autisme à l'Assemblée Nationale, nous nous inquiétons de cette dérive inquiétante où des propos tenus jusqu'alors uniquement par des sectes telles que l'église de scientologie font retour depuis le sommet de l'État.

Cette dérive au même titre que certains discours prônant l'inégalité des cultures est en train d'introduire un discours populiste fort inquiétant pour la démocratie. Nous appelons donc tous les professionnels du soin psychique, mais aussi tous les citoyens à une vigilance républicaine pour refuser un tel tournant dangereux pour les libertés.

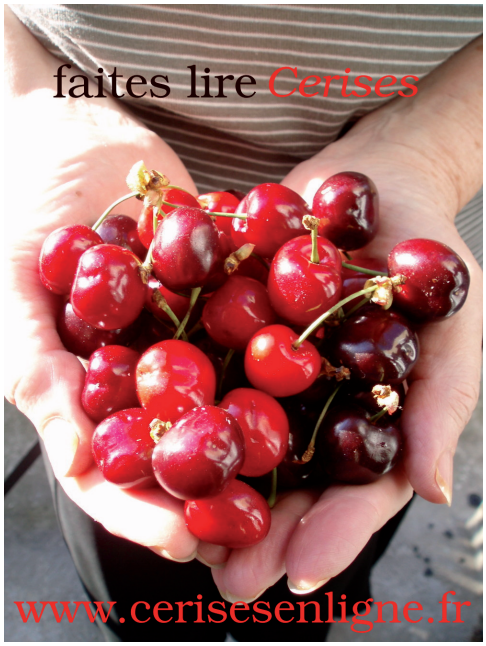
● **Le Collectif des 39**

+ d'infos ici : http://www.collectifpsychiatrie.fr/

A gauche on avance tous ensemble ! Plus de 350 personnes ont participé au lancement de la campagne de François Asensi, député de Seine-Saint-Denis, et Clémentine Autain lors d'une réunion extraordinaire de l'assemblée citoyenne du Front de gauche. Plus d'infos ici : http://www.asensi2012.com/

Solidarité avec le peuple grec. Plusieurs organisations à l'initiative des étudiants grecs de Paris appellent à un rassemblement de solidarité à Paris, sur le parvis des droits de l'homme (m° Trocadéro). « *La nuit du 12 février, 199 député-e-s grecs ont voté les nouvelles mesures imposées par la Troïka (UE, BCE, FMI) qui plongent le pays dans un chaos et une misère encore plus profonde. 101 député-e-s ont désapprouvé soit la totalité, soit une partie de ce nouvel accord. Sous la menace de la faillite et absolument conscients que le parlement n'allait pas décider, mais seulement ratifier les diktats, la majorité des député-e-s a cédé au chantage. Alors que dans tout le pays le peuple exprimait son opposition aux projets monstrueux des créanciers, le parlement accordait aux banques le droit de mort et de vie sur le peuple grec, tout en admettant que ce n'est plus aux institutions politiques ni aux élu-e-s de gouverner.* » Lire la suite sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Monde".

L'unité, oui, mais aussi étayer un socle idéologique commun. Samedi 11 février, à l'université Paris VIII (Saint-Denis, 93), une réunion sur les issues à la crise organisée par Gauche anticapitaliste, courant critique interne du NPA, avec l'appui notamment de la FASE, a réuni 350 participants. On notait la présence de nombreux militants des différentes composantes du Front de gauche, du NPA ainsi que des Alternatifs et des syndicalistes (Solidaires et CGT). Au fil des interventions dans les sessions thématiques comme lors du meeting de cloture, il était une fois de plus manifeste que ce qui est partagé est beaucoup plus important et crucial que les points de désaccord. L'expérience du Front de gauche a été à la fois valorisée et largement considérée comme le début de quelque chose.
Clémentine Autain qui intervenait pour la FASE a souligné entre autre, au-delà de l'unité, le besoin de novation ; le travail sur un projet, sur une identité politique qui est devant nous, et non pas derrière ; qu'à la fois l'unité est décisive mais elle ne suffit pas ; le besoin d'étayer un socle idéologique commun ; le besoin de métisser les différentes cultures politiques de la gauche de transformation sociale et écologique et en même temps de valoriser la diversité (enjeu du pluralisme), et non pas d'aller vers une espace politique autour d'une seule culture politique ; l'apport des différentes luttes contre les dominations et des luttes écologistes, etc.
On lira avec intérêt le texte adopté le dimanche par la coordination nationale de la Gauche anticapitaliste, qui n'exclut pas un rapprochement avec le Front de gauche (Lire la suite sur www.communisesunitaires.net, Rubrique "NPA") et se rapproche d'un soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon.



Cerises est édité
par les Communistes unitaires
Noyau de *Cerises* : Gilles Alfonsi
Gilles Boitte, Michèle Kiintz
Roger Martelli, Philippe Stierlin
Catherine Tricot, Zarz
contact.cerises@gmail.com
www.cerisesenligne.fr